

FACE À LA COMPAGNIE FRANÇAISE TOTAL

Sonatrach passe à l'acte

Une délégation de la Sonatrach s'est déplacée cette semaine à Paris pour rencontrer les responsables du Cabinet-Conseil Shearman & Sterling sur le sujet de l'arbitrage avec la compagnie française Total.

Certaines sources indiquent que cette délégation, conduite par Djamel Ould Ali, a remis le dossier de défense de la Sonatrach sur la plainte de Total en ce qui concerne la taxe sur les profits exceptionnels (TPE) et sur le recours aux instances juridiques internationales pour réclamer le montant de 100 millions de dollars relatif au retrait de la compagnie française du permis de l'Ahnet.

Les amis de l'Algérie

Le choix porté sur le Cabinet Shearman & Sterling est motivé par le fait qu'il a été très performant lors des opérations d'arbitrage sur les litiges de la Sonatrach. Il a permis une première fois, en 2011, de gagner le procès contre les Espagnols de Gas Natural

Fenosa et Repsol sur le dossier de Gassi Touil.

Shearman & Sterling a été également sollicité pour l'Algérie pour le montage du dossier de partenariat dans le projet Mercedes avec les parties allemande et émiratie.

Mais, là où ce Cabinet a excellé, c'est dans la gestion du dossier Djezzy. Shearman & Sterling a conseillé le Fonds national d'investissement (FNI) dans toute l'opération de rachat de 51% des participations de l'opérateur téléphonique.

Présent dans 140 pays du monde, Shearman & Sterling est un géant du barreau. Avec son arbitre Philippe Pinsolle, ce Cabinet est considéré comme l'ami privilégié de l'Algérie. Du coup, la Sonatrach compte s'allier



Sonatrach réclame 100 millions de dollars à Total.

à l'expérience de ce conseiller pour obtenir gain de cause contre Total qui a fait le choix de traîner la partie algérienne devant les juridictions internationales.

La Sonatrach compte énormément sur l'assistance juridique de Shearman & Sterling pour obtenir

les deux cent millions de dollars qu'elle réclame auprès de la française Total. Cette dernière a réagi tardivement par rapport à la taxe sur profits exceptionnels puisqu'elle a accepté ce fait depuis 2006 et ne l'a dénoncé qu'en 2016.

La riposte de Chakib Khelil

Il y a quelques jours, Chakib Khelil a diffusé sur le net une vidéo à travers laquelle il a largement défendu la démarche de la Sonatrach dans la gestion du dossier Total. L'ancien ministre de l'Energie a également défendu la position de l'Algérie quant à l'application des clauses relatives à la TPE.

Le pays a gagné pas moins de 15 milliards de dollars, selon lui, à travers l'application de la fameuse TPE qui a permis de prélever des quantités de pétrole variant entre 5 et 50%, selon le prix du baril de pétrole sur le marché international.

Selon nos sources, Chakib Khelil devrait s'exprimer dans les prochains jours sur cette question de la TPE et le rôle agressif de Total et ses satellites. La compagnie française a décidé de mener sa guerre contre la Sonatrach et la paix n'est pas pour demain.

Mokhtar Benzaki

Photo : NewPress

LE RCD ACCUSE :

«Le pouvoir prépare une succession décidée dans et par un système clanique»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le RCD, s'en prend violemment au pouvoir qu'il accuse, en substance, de ne être préoccupé que par la préparation d'une succession décidée dans, et par, un système clanique». Dans un communiqué sanctionnant une réunion de son secrétariat national, tenue vendredi dernier, le parti déroule une multitude de critiques à l'encontre de l'exécutif, épinglé sur tous les plans.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Au plan politique, lit-on dans ledit communiqué, l'offensive contre les quelques espaces de liberté, encore épargnés par plus d'une vingtaine d'années de régression, prépare un nouveau viol de la souveraineté du peuple et vise à entériner, encore une fois, une succession décidée dans et par un système clanique». Plus généralement, le parti de Mohcine Belabas réitère une de ses vieilles positions.

«Le RCD, lit-on en effet dans le même communiqué, a alerté à maintes reprises sur les dangers que fait peser sur le pays une politique qui consiste à prioriser la survie du régime au détriment de l'amorce d'une transition qui consacre les libertés et l'indépendance de la justice et donne la parole au peuple algérien pour doter l'Etat d'institutions légitimes et crédibles.» Or, poursuit le RCD, «au lieu de prendre acte des limites des stratégies des passages en force, le pouvoir s'enfonce dans la production de lois anticonstitutionnelles sur lesquelles aucune des formations siégeant au Parlement n'a estimé devoir saisir le Conseil constitutionnel».

L'exécutif, ou plus largement le pouvoir, ne sera pas non plus épargné au sujet de sa gestion économique et de la crise induite par la chute persistante des prix des hydrocarbures. «Le secrétariat national (du RCD ndr) constate que la restriction dramatique des rentrées financières du pays n'a pas suscité le choc attendu pour engager les réformes structurelles qui s'imposent afin d'envisager un débat prenant acte de l'iné-

luctable fin de la gestion rentière».

Pour le parti, «l'absence de cap et l'incohérence des quelques mesures annoncées (baisse des importations, dévaluation, emprunt obligataire, gel des recrutements, hésitations sur les retraites...) obscurcissent encore plus une visibilité déjà malmenée par les interventions autoritaires récurrentes dans la sphère économique».

Faisant ensuite allusion à l'affaire Chakib Khelil, le RCD notera que, «dans ce même registre, l'impunité, voire la protection dont bénéficient les auteurs de corrup-

tion et de détournements faramineux de l'argent public frappe de suspicion l'ensemble de l'exécutif».

Sur un autre plan, et évaluant la dernière réunion de l'instance regroupant les partis de l'opposition, dite l'Icso, et dans laquelle il est membre, le RCD notera également que «la concertation qui s'est dégagée lors de la réunion du 27 juillet dernier en vue de définir une action commune à la rentrée sociale contribue à donner un contenu concret à une demande de changement attendu par l'immense majorité de notre peuple. Ce pro-

jet dénote qu'un projet pacifique à même de dépasser la violence et au chaos programmé est encore possible et appelle chacun à davantage d'engagements et de vigilance». Sauf que, dans cette même Icso, l'on ne compte pas que des démocrates et des républicains convaincus.

Des islamistes comme Djaballah ou Mokri, pour ne citer que ces deux-là, n'hésitent pas, et à chaque fois que l'occasion se présente, à rappeler, au besoin, leur vraie nature et leur réel projet politique...

K. A.

FFS

«La crise n'a que trop duré»

La crise multidimensionnelle a trop duré dans notre pays. Elle risque d'emporter l'Algérie. C'est la conclusion que l'on pouvait tirer à l'issue de l'intervention de Abdelmalek Bouchaffa, premier secrétaire du FFS, suivie par celle de Ali Laskri, coprésident du même parti.

Les deux dirigeants intervenaient, en présence de Lakhdar Bouregaâ, officier supérieur de la Wilaya IV historique et membre fondateur du FFS et du fils du Chahid Ali Mellah, à l'ouverture du congrès ordinaire de la fédération de Boumerdès du parti de feu Dda L'Hocine.

Intervenant en premier, Bouchaffa n'a pas lésiné sur les arguments pour dresser un tableau peu reluisant sur la situation du pays.

La suite de son allocution ne sera qu'une longue liste de raisons qui ont amené le pays à cette impasse. Pour lui, la crise du pays n'a que trop duré. Cette crise se concrétise, affirme le premier secrétaire du FFS, par l'absence de projet commun, d'une vision consensuelle et d'une forte volonté partagée pour sortir définitivement le pays du marasme dans lequel il se

débat. «Aujourd'hui, nous vivons des moments extrêmement difficiles et notre pays est à la croisée des chemins à cause de la situation interne et du climat malsain à nos frontières.» Il estime à cet effet, que la stabilité tant chantée par le régime n'est qu'une illusion. «La véritable stabilité est celle qui garantit l'unité du pays et sa souveraineté. Elle fait l'objet de l'adhésion de toute la classe politique pour un projet commun.»

Faisant allusion aux récentes lois adoptées par le Parlement, notamment celle relative aux élections, Bouchaffa dira que l'actuelle majorité est une majorité de destruction massive de la démocratie.

De son côté, Ali Laskri, après avoir rendu un hommage appuyé au fondateur du parti, Hocine Aït-Ahmed. L'orateur a



Ali Laskri, coprésident du FFS.

survolé quelque peu l'actualité. Il fait lui aussi un constat amer : «Nous avons fait plusieurs propositions pour une sortie de crise et dans la perspective de construire un Etat de droit ayant comme socle, le pluralisme politique, le pluralisme linguistique, la séparation des pouvoirs, la démocratie, les libertés et l'indépendance de la justice.

Malheureusement, nous n'avons relevé aucune volonté de réforme chez ce régime. Aujourd'hui, nous constatons la gestion unilatérale et autoritaire des affaires de l'Etat».

A noter que les deux orateurs

n'ont eu, de cesse, de dénoncer la corruption généralisée qui a gangrené toutes les institutions du pays. D'ailleurs, le commandant Bouregaâ l'a assimilée, dans sa courte intervention, à un parti politique : «En Algérie, il y a deux partis politiques. Celui de l'administration qui a son agrément et celui de la corruption qui est en possession d'un récépissé de dépôt de dossier d'agrément», ironisera-t-il.

On notera par ailleurs que les orateurs ont passé en revue, le projet du Consensus national, mais sans trop y insister.

Abachi L.

Photo : Samir Sid